



Les programmes de l'UE renforcent la recherche et l'économie suisses: une étude le démontre

L'essentiel en bref

- Les programmes de recherche de l'UE renforcent la mise en réseau et la capacité d'innovation de la science et de l'économie.
- Les PME hautement spécialisées et orientées vers l'exportation en bénéficient particulièrement.
- Un partenariat stable avec l'UE est essentiel pour maintenir le leadership de la Suisse en matière d'innovation.

La coopération internationale en matière de recherche est une nécessité pour maintenir la compétitivité et la capacité d'innovation de la Suisse. Une étude récente commandée par scienceindustries montre clairement la valeur ajoutée essentielle des programmes de recherche de l'UE pour la place scientifique et économique suisse, ainsi que les conséquences d'un accès restreint à ces programmes. Les programmes de l'UE permettent aux chercheurs et aux entreprises suisses d'accéder librement à des réseaux internationaux et à des marchés innovants. Ils renforcent ainsi la capacité d'innovation des hautes écoles et favorisent le développement et la croissance des start-up, des spin-off, des PME et des grandes entreprises.

Freinés dans la concurrence mondiale

Depuis l'exclusion de la Suisse des programmes de l'UE, l'accès à ces programmes a été fortement restreint jusqu'au 1er janvier 2025. Même si la Confédération a mis à disposition des financements transitoires et complémentaires, ceux-ci n'ont pas pu compenser la perte de l'ancrage international. Les chercheurs suisses ont été exclus des fonctions de direction dans les projets collaboratifs de l'UE, ce qui a eu des conséquences notables sur leur visibilité, leur réputation et leur réseau à l'international. Les jeunes chercheurs ont été particulièrement touchés : ils n'ont plus pu se distinguer dans des projets internationaux et sont restés à l'écart à des moments décisifs de leur carrière. En conséquence, des chercheurs et des étudiants ont quitté les universités suisses pour rejoindre des établissements de l'UE ou ont renoncé à étudier dans une haute école suisse.

Les programmes de l'UE sont un tremplin pour les entreprises suisses

Les spin-offs et les start-ups accordent une importance capitale au soutien du programme EIC Accelerator pour leur croissance. Mais ce sont surtout les PME hautement spécialisées et orientées vers l'exportation, qui sont sur le point de lancer un produit ou un processus innovant, qui bénéficient du soutien des programmes de l'UE. Ces programmes leur ouvrent l'accès à la recherche, à des partenariats internationaux en matière d'innovation et à de nouveaux marchés. L'importance de ces programmes pour les PME est également confirmée par les statistiques : dans le cadre du programme Horizon 2020, près d'un quart des fonds ont été alloués au secteur privé, dont 15,4 % aux PME et 8,7 % aux grandes entreprises industrielles.

Les grandes entreprises bénéficient également des programmes de l'UE pour développer leurs produits et leurs processus. L'accent est mis sur des projets d'innovation concrets avec des partenaires internationaux issus des milieux scientifiques et économiques, ainsi que sur l'intégration dans des chaînes de connaissance et de valeur internationales. Les grandes entreprises soulignent également l'importance de l'écosystème des petites entreprises qui les entourent. Ce sont souvent ces dernières qui ne peuvent réaliser des innovations risquées qu'avec des fonds publics.

Nécessité d'une action politique pour garantir des conditions-cadres stables

Bien qu'une réglementation transitoire soit en vigueur depuis janvier 2025 et qu'une étape importante ait été franchie avec la signature de l'accord sur le programme de l'UE le 2 avril 2025, des incertitudes juridiques et en matière de planification subsistent. Celles-ci freinent l'engagement de nombreuses entreprises à participer à de nouveaux projets. Or, la recherche et le développement ont besoin d'un cadre stable et d'une sécurité de planification.

Il appartient désormais aux responsables politiques de jeter les bases d'une solution durable. Pour que la Suisse puisse conserver sa position de leader en matière d'innovation, elle a besoin d'un partenariat stable et contractuel avec l'UE. Les accords bilatéraux III offrent la possibilité d'ancrer durablement la coopération en matière de recherche. C'est une opportunité qui ne doit pas être laissée de côté.

Exemple: la PME ID Quantique

ID Quantique est une PME internationale qui emploie une centaine de personnes et dont le siège est à Genève. L'entreprise est spécialisée dans les solutions de technologie quantique pour la cybersécurité et la recherche. En tant que partenaire du projet de recherche européen Open Quantum Key Distribution (OPENQKD), doté d'un budget de 15 millions d'euros, ID Quantique a collaboré étroitement avec l'Université de Genève et d'autres institutions à la recherche et au développement de réseaux de communication quantiques sécurisés. La participation limitée de la Suisse aux programmes de l'UE a eu des conséquences notables pour l'entreprise :

- Celle-ci a perdu le financement de deux collaborateurs de recherche. Il n'était pas possible de les embaucher par le biais d'instruments suisses.
- L'influence sur le développement des programmes de recherche de l'UE et l'élaboration des politiques de la Direction générale de la Commission européenne a disparu.
- L'accès aux marchés publics de l'UE est devenu beaucoup plus difficile.

Ce qui retient l'entreprise en Suisse, ce sont ses collaborateurs qualifiés et ses partenariats étroits avec l'Université de Genève, l'EPFL et les hautes écoles spécialisées.